

Règlement du service d'assainissement de la CC de la Vallée de la Haute Sarthe – Service Régie

Document élaboré avec l'aide du Conseil départemental de l'Orne

Le règlement d'assainissement est un document réglementaire et contractuel entre l'usager et l'exploitant. Il définit les rôles, droits et devoirs de chacun.

CE QU'IL FAUT RETENIR :

- **Doivent être déversées** dans les réseaux seulement **les eaux usées domestiques** c'est-à-dire les eaux ménagères (lessive, cuisine, salles de bain, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales). **Les eaux usées non domestiques font l'objet d'une démarche spécifique** détaillée dans les chapitres III et IV.
- Il est formellement **INTERDIT** de déverser dans le réseau d'assainissement :
 - les ordures ménagères, même après broyage ;
 - les huiles de friteuse ;
 - les lingettes, serviettes hygiéniques, serpillières... ;
 - les carburants, lubrifiants et les huiles usagées (vidange) et les produits inflammables ;
 - les peintures ;
 - les eaux de vidange des piscines ;
 - les liquides corrosifs, acides ;
 - les produits pharmaceutiques ;
 - les déjections solides ou liquides d'origine animale ;
 - les produits encrassants (boues, sables, gravats, cendres, colles, goudrons, ...)
 - **d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et, le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit pouvant altérer la composition des boues de la station soit au personnel d'exploitation.**

Les rejets d'eaux claires telles que les eaux de pluie, eaux de pompage, eaux de drainage, de trop-plein, de puits ou de sources, eaux de pompes à chaleur ou similaires sont également INTERDITS.

- **Tout établissement d'une boîte de branchement ou d'un raccordement** doit faire l'objet d'une demande adressée à la collectivité (annexe 2).
 - Lors de l'établissement d'un réseau d'assainissement, la collectivité peut se faire rembourser auprès des propriétaires tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, éventuellement diminuées des subventions obtenues, et majorée d'une somme délibérée par le conseil communautaire pour les frais généraux. Ce remboursement est appelé la Participation aux Frais de Branchement (PFB).
 - Pour les immeubles édifiés postérieurement, l'usager fait appel à la collectivité pour réaliser l'installation du branchement (partie publique). Elle est réalisée par la collectivité ou, sous sa direction, par une entreprise agréée par elle. La collectivité peut se faire rembourser les frais d'établissement auprès des propriétaires au travers de la Participation aux Frais de Branchement (comme exposé ci-dessus).
 - Le **raccordement de l'habitation** à la boîte de branchement (partie privée) est à la charge de l'usager et sera contrôlé par la collectivité. **L'installation d'un siphon disconnecteur pour tout nouveau raccordement est imposée. La réalisation d'un contrôle de raccordement est obligatoire en cas de vente. Le contrôle devra dater de moins de 3 ans.**
 - **Au raccordement** : les propriétaires des immeubles peuvent être astreints à verser une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC). Cette participation est mise en place pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'assainissement autonome réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation.
 - L'usager raccordé à un réseau public d'assainissement est soumis au paiement de la **redevance d'assainissement** comprenant :
 - Une partie fixe, par logement, correspondant à l'abonnement du service.
 - Une partie variable assise sur le volume d'eau prélevé sur le réseau d'eau potable ou sur une autre ressource ou à défaut évalué par l'usager
- du service d'assainissement sur le réseau public de distribution ou sur une autre source (CGCT L2224-12-4).
- Les taxes et redevances additionnelles instituées par l'Etat ou les organismes publics.

Sommaire

Sommaire	1
Chapitre I - Dispositions générales	2
Chapitre II - Les eaux usées domestiques	4
Chapitre III - Les eaux assimilées domestiques	8
Chapitre IV - Les eaux industrielles	8
Chapitre V - Les installations sanitaires intérieures.....	9
Chapitre VI - Contrôle des réseaux privés	10
Chapitre VII - Mesures Particulières	11
Chapitre VIII - Dispositions d'application	12
ANNEXE 1 – Schéma d'un raccordement privé au branchement public	14
ANNEXE 2 - Demande d'établissement d'une boîte de branchement pour le raccordement au réseau d'assainissement collectif	15
ANNEXE 3 – Prescription techniques à l'établissement d'un branchement assimilé domestique.	16

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

Chapitre I - Dispositions générales

Article 1 : Coordonnées du service

21 avenue de Falkenstein 61170, Le Mêle-sur-Sarthe

Accueil téléphonique : 02 33 27 61 02

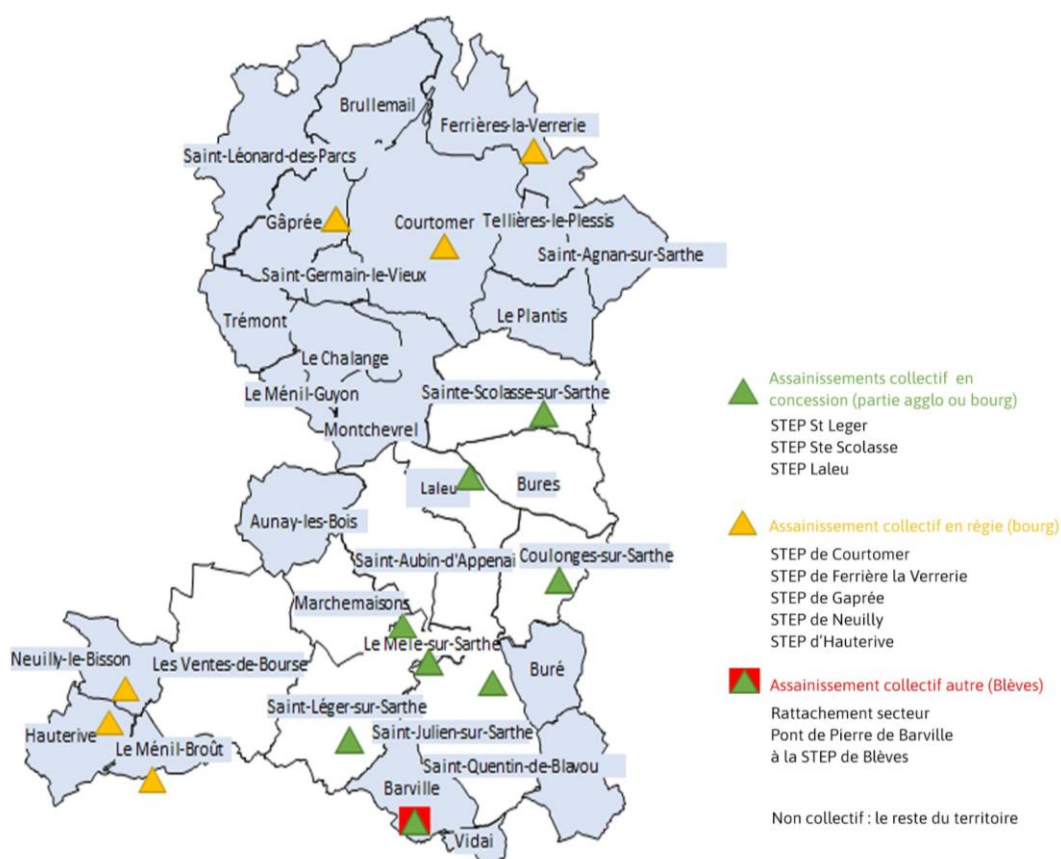
Mail : environnement@ccvhs.fr

Article 2 : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux usées dans les réseaux d'assainissement de la CC VHS service régie à savoir pour les communes de :

- Courtomer
- Ferrière-la-Verrerie
- Gâprée
- Hauterive
- Ménil Brout
- Neuilly le Bisson

afin que soient protégés la sécurité, l'hygiène publique et le milieu récepteur.



Article 3 : Prescriptions Générales

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

Article 4 : Catégories d'eaux admises au déversement

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès de la collectivité sur la nature du système desservant sa propriété.

Les réseaux d'assainissement collectif de la collectivité sont de type séparatif.

Aussi, sont susceptibles d'être déversées dans le réseau des eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 8 du présent règlement ;
- les eaux assimilées domestiques, telles que définies le chapitre III du présent règlement ;
- les eaux industrielles, définies le chapitre IV, ayant fait l'objet de conventions spéciales de déversement passées entre la collectivité et les établissements industriels à l'occasion des demandes de branchements au réseau public.

En revanche, sont déversées obligatoirement dans le réseau des eaux pluviales, en aucun cas dans le réseau d'eaux usées :

- les eaux pluviales issues des gouttières et surfaces imperméabilisées,
- les eaux de drainage et trop plein de puits/sources,
- certaines eaux industrielles, très peu polluées, définies par conventions spéciales de déversement.

Les eaux de chaque sortie doivent être rassemblées dans des branchements distincts.

Article 5 : Définition du branchement

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement (annexe 1).

Il fait partie du réseau public et comprend 3 éléments :

- 1) **un dispositif agréé par la collectivité** permettant le raccordement sur la conduite publique ;
- 2) **une canalisation de branchement**, située généralement sous le domaine public ;
- 3) **un ouvrage dit « regard ou boîte de branchement »** placé de préférence sur le domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement, si la disposition du branchement le permet. Ce regard doit être visible et accessible.

Article 6 : Modalités générales d'établissement du branchement

La collectivité fixera le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder.

La collectivité détermine en accord avec le propriétaire de la construction à raccorder, les conditions techniques d'établissement du branchement, au vu de la demande.

Celle-ci est accompagnée du plan de masse de la construction sur lequel sera indiqué très nettement le tracé souhaité pour le branchement, ainsi que le diamètre et une coupe cotée des installations et dispositifs le composant, de la façade jusqu'au collecteur.

Article 7 : Déversements interdits

Il est formellement interdit de déverser dans le réseau d'assainissement :

- le contenu des fosses étanches ;
- l'effluent des fosses septiques et fosses toutes eaux ;
- les ordures ménagères, même après broyage ;
- les huiles de friteuse ;
- les lingettes (même biodégradables), cotons-tiges, serviettes hygiéniques, serpillières... ;
- les composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés, notamment les carburants, lubrifiants

**ATTENTION, certains produits
sont à déposer à la déchèterie
et non dans les réseaux !**

- et les huiles usagées (vidange) et les produits inflammables ;
- les peintures ;
- les eaux de vidange des piscines ;
- les liquides corrosifs, acides ;
- les produits pharmaceutiques ;
- les déjections solides ou liquides d'origine animale notamment le purin,...ou les eaux de lavage d'installations agricoles (eaux 'blanches', eaux 'vertes').

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

- les produits encrassants (boues, sables, gravats, cendres, colles, goudrons, graisses, peintures, ...)
- les hydrocarbures et leurs dérivés halogénés ;

- d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et, le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit pouvant altérer la composition des boues de la station soit au personnel d'exploitation.

En réseau séparatif, les rejets d'eaux claires telles que eaux de pluie, eaux de pompage, eaux de drainage, de trop-plein, de puits ou de sources, eaux de pompes à chaleur ou similaires sont également interdits.

- les liquides ou vapeurs susceptibles de dégager, directement ou indirectement par des mélanges avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques inflammables susceptibles de provoquer des explosions.

La collectivité peut être amenée à effectuer, sur le branchement (boîte ou regard) de tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'elle estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans ce présent règlement, les frais de contrôle, d'analyse, de mise aux normes et de réparation des préjudices occasionnés seront à la charge de l'usager.

Chapitre II - Les eaux usées domestiques

Article 8 : Définition des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salles de bain, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

Article 9 : Obligation de raccordement

Comme le prescrit l'article L.1331-1 du code de la santé publique, tous les immeubles qui ont accès au réseau d'assainissement disposé pour recevoir les eaux usées domestiques et établi sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau d'assainissement

Comme décrit dans l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, il peut être décidé par délibération de la collectivité qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales.

Au terme du délai accordé pour se raccorder et conformément aux prescriptions de l'article L.1331-8 du code de la santé publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée dans une proportion de 400 %, fixée par l'assemblée délibérante.

Un immeuble situé en contrebas d'un collecteur public qui le dessert doit être considéré comme raccordable. Le dispositif de relevage des eaux usées est financièrement à la charge du propriétaire. Pour certains immeubles, un arrêté du maire peut accorder, soit des prolongations de délais ne pouvant excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation de raccordement dans les cas décrits dans l'arrêté du 19 juillet 1960.

Dans tous les cas, tout usager non raccordé au réseau d'assainissement collectif dépend du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), doit répondre à ses obligations et posséder un assainissement non collectif conforme. Il est soumis à sa redevance.

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

Toute personne s'alimentant en eau, totalement ou partiellement, à une source autre qu'un service public (telle que puits, captage sur source, citerne, ...) doit en faire la déclaration en mairie (R2224-19-4 et R2224-22 du CGCT arrêté du 17/12/2008), et est tenu de se raccorder au réseau d'assainissement dans les mêmes délais et conditions.

Conformément à l'article L1331-6 du Code de la Santé Publique, faute par le propriétaire de respecter les obligations de raccordement, la collectivité peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Article 10 : Demande d'établissement d'une boîte de branchement

Tout établissement d'une boîte de branchement pour le raccordement au réseau d'assainissement doit faire l'objet d'une demande adressée à la collectivité, formulée selon le modèle joint en **annexe 2**, elle doit être signée par le propriétaire ou son mandataire et comporte un justificatif de domicile. La demande de branchement doit être accompagnée des plans cotés nécessaires à l'instruction technique : masse, profils, positions cotées de la sortie des collecteurs intérieurs.

Article 11 : Modalités particulières de réalisation des branchements

D'après l'article L.1331-1 du code de la santé publique, le raccordement aux réseaux d'assainissement établis sous la voie publique à laquelle les usagers ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire. (Sauf cas particuliers décrits à l'article 9).

D'après l'article L332-15 du Code de l'Urbanisme, l'autorité qui délivre l'autorisation de construire, d'aménager, ou de lotir, exige du bénéficiaire la réalisation et le financement de tous travaux nécessaires à l'évacuation des eaux usées. Il est précisé qu'un branchement ne peut desservir qu'un seul et même demandeur (constructeur d'immeuble collectif ou constructeur de maison particulière).

- Lors de l'établissement d'un réseau d'assainissement et conformément à l'article L1331-2 du Code de la Santé Publique, la collectivité exécute d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public. Elle peut se faire rembourser auprès des propriétaires tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, éventuellement diminuées des subventions obtenues, et majorées d'une somme délibérée par la collectivité pour frais généraux. Ce remboursement est appelé la Participation aux Frais de Branchement (PFB). Le montant de la PFB sera évalué à chaque tranche de travaux par délibération et appliqué sur la base d'un même montant pour chaque branchement en fonction du coût total des travaux engagés.
- Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau, la partie du branchement située sous le domaine public, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, l'usager fait appel à la collectivité pour réaliser l'installation de sa boîte de branchement.

La collectivité peut se faire rembourser les frais d'établissement auprès des propriétaires au travers de la Participation aux Frais de Branchement (exposé ci-dessus).

Article 12 : Participation financière des propriétaires d'immeubles neufs et existants

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées (dès lors qu'il s'agit d'un nouveau branchement, de l'extension ou du réaménagement de l'immeuble générant des eaux usées supplémentaire) peuvent être astreints à verser une Participation pour le Financement de

061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

l'Assainissement Collectif (PFAC). Cette participation est mise en place pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'assainissement autonome réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation.

Elle s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'assainissement individuel, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2 (article 11 du présent règlement).

La participation prévue au présent article est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires. Le montant de cette participation est déterminé par l'assemblée délibérante.

Article 13 : Caractéristiques techniques des branchements et raccordements eaux usées domestiques

Les branchements et raccordement seront réalisés selon les prescriptions des règlements en vigueur. La mise en place d'un **siphon disconnecteur pour tout nouveau raccordement** est **imposée**.

Pour les anciens raccordements, elle sera imposée au bout de 2 colmatages récurrents, générés par le même usager et à la charge du propriétaire. En cas de non réalisation de cette installation, une pénalité sera appliquée par délibération de l'assemblée délibérante.

Article 14 : Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements situés sous le domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge de la collectivité.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

La collectivité est en droit d'exécuter d'office, après mise en demeure de l'usager par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délais de 48h, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont elle serait amenée à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité sans préjudice des sanctions prévues à l'article 32 du présent règlement.

Article 15 : Conditions de modification des branchements

Lorsque la transformation d'un immeuble entraîne la modification ou le déplacement du branchement, l'usager réalise une demande auprès de la collectivité.

Si la collectivité valide la demande de modification, l'installation est modifiée par la collectivité ou, sous sa direction, par une entreprise agréée par elle. La collectivité se fait rembourser aux frais réels cette modification, majorée d'une somme délibérée par la collectivité pour frais généraux, auprès du propriétaire.

Article 16 : Redevance d'assainissement

En application des articles L2224-12-4, R2224-19-1 et R2224-19-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et des textes d'application, l'usager raccordé à un réseau public d'assainissement est soumis au paiement de la redevance d'assainissement dans les conditions réglementaires.

Cette redevance comprend :

- Une partie fixe, par logement, correspondant à l'abonnement du service.

Accusé de réception en préfecture 061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE Date de télétransmission : 11/06/2024 Date de réception préfecture : 11/06/2024

- Une partie variable assise sur le volume d'eau prélevé par l'utilisateur du service d'assainissement sur le réseau public de distribution ou sur une autre source. Les volumes d'eau utilisés pour des usages n'entraînant pas de rejet au réseau d'assainissement collectif n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance dès lors qu'ils proviennent d'un branchement spécifique du service public d'eau potable (CGCT L2224-12-4).
- Les taxes et redevances additionnelles instituées par l'Etat ou les organismes publics (Agence de l'Eau ou autres).

Le montant de la redevance est fixé par délibération de la collectivité, à laquelle peut s'ajouter différentes taxes et redevances fixées par les institutions compétentes. La délibération en cours est consultable dans les locaux de la collectivité organisatrice du service ainsi que sur le site internet.

Pour les usagers autres que domestiques, des coefficients de correction ou autres assiettes représentatives de la pollution et des volumes rejetés peuvent être applicables en vertu des arrêtés d'autorisations et des conventions spéciales de déversement.

Toute personne tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et qui s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas d'un service public doit en faire la déclaration à la mairie (Déclaration d'ouvrage, Prélèvement, puits et forages à usage domestique, Document CERFA N° 1.3837*02).

Dans le cas où l'usage de cette eau générerait le rejet d'eaux usées collectées par le service d'assainissement, la redevance d'assainissement collectif est calculée :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais de l'utilisateur et dont les relevés sont transmis au service d'assainissement ;
- soit, en l'absence de dispositifs de comptage, de justification de la conformité des dispositifs de comptage à la réglementation ou de transmission des relevés, sur la base de critères permettant d'évaluer le volume d'eau prélevé, définis par délibération du conseil syndical et prenant en compte notamment la surface de l'habitation et du terrain, le nombre d'habitants, la durée du séjour (CGCT R 2224-19-4).

Dans le cas des logements vacants, la part fixe ne peut être demandée au propriétaire de l'immeuble si le branchement au réseau public d'eau potable a été fermé et en l'absence de rejet. En outre, si le branchement d'eau n'a pas été fermé à la demande de l'utilisateur par le service gestionnaire du service public d'eau la facturation du service (au minimum la part fixe) est exigible de plein droit.

Les factures sont établies par le service ou par le service des eaux mandaté par lui, en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.

Un nouvel usager ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent usager.

En cas de décès de l'utilisateur, ses héritiers ou ayants droits restent responsables des sommes dues au titre de l'abonnement et des consommations.

Les poteaux et bouches incendie, les bouches de lavage et d'arrosage et autres appareils publics, qui ne déversent pas vers le réseau public de collecte, ne sont pas astreints au paiement de la redevance d'assainissement.

En application de l'article R2224-19-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement :

- les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins,
- les volumes d'eau utilisés pour tout autre usage ne générant pas des eaux usées pouvant être rejetées dans le système d'assainissement, dès lors que ces volumes proviennent de branchements spécifiques en eau potable,

Accusé de réception en préfecture 061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE Date de télétransmission : 11/06/2024 Date de réception préfecture : 11/06/2024

- les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur la canalisation après compteur si l'utilisateur bénéficie d'un écrêtement de la facture d'eau dans les conditions prévues par les articles L.2224-12-4 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les modalités de paiement sont fixées par le service en charge du recouvrement et en fonction des secteurs par les : syndicats, délégataires d'eaux potables, trésorerie ...

Chapitre III - Les eaux assimilées domestiques

Article 17 : Définition des eaux assimilées domestiques

Selon l'article L. 213-10-2 du Code de l'Environnement, les eaux assimilées domestiques proviennent d'activités impliquant l'utilisation d'eaux assimilables aux utilisations à des fins domestiques. Ils sont définis par l'arrêté du 21 juillet 2015 article 2. Par exemple : hôtel, restaurant, dentiste, boulangerie, coiffeur, ...

Article 18 : Conditions de raccordement pour le déversement des eaux assimilées domestiques

Selon l'article L1331-7-1 du Code de la Santé Publique, le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

La démarche de demande de branchement est identique à celle des usagers domestiques tel que décrit dans l'article 11.

Le propriétaire peut être astreint à verser à la collectivité, dans les conditions fixées par délibération de l'organe délibérant, les redevances mentionnées à l'article 11, 12 et 16.

La collectivité peut fixer des prescriptions techniques particulières en fonction des risques résultant des activités exercées dans ces immeubles et établissements, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent. Ces prescriptions techniques sont regroupées en annexe 3.

Chapitre IV - Les eaux industrielles

Article 19 : Définition des eaux industrielles

Est considérée comme une eau industrielle tout rejet autre que domestique ou assimilé domestique.

Article 20 : Conditions de raccordement pour le déversement des eaux industrielles

Conformément à l'article L.1331-10, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par l'autorité compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement.

L'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci.

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

L'autorisation prévue au premier alinéa fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Toute modification ultérieure dans la nature ou la quantité des eaux usées déversées dans le réseau est autorisée dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa.

L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux.

Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées aux articles 11, 12 et 16.

Chapitre V - Les installations sanitaires intérieures

Article 21 : Raccordement entre le domaine public et le domaine privé et son contrôle

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et les canalisations à l'intérieur des propriétés via la boîte ou le regard de branchement sont à la charge exclusive des propriétaires.

De plus, la collectivité contrôle la bonne exécution de ces travaux, avant remblaiement des tranchées, afin de s'assurer de la parfaite étanchéité des canalisations et de la séparation des eaux usées et des eaux pluviales.

Pour ce faire, un constat de conformité de branchement est établi entre la collectivité et l'usager.

Le contrôle d'un nouveau raccordement est payant. Ce montant est fixé par délibération de la collectivité.

La réalisation d'un contrôle de raccordement est obligatoire en cas de vente. Le contrôle devra dater de moins de 3 ans.

NB : L'existence d'un constat de conformité valide ne remet pas en cause la possibilité de contrôle à tout moment par les agents publics de la collectivité.

Article 22 : Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures

Les installations sanitaires devront satisfaire aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental disponible sous <https://www.orne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Habitat-et-construction/La-lutte-contre-l-habitat-indigne/Le-reglement-sanitaire-departemental-de-l-Orne> et du présent règlement.

Article 23 : Suppression des anciennes installations

Conformément à l'article L.1331-5 du code de la santé publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, la collectivité pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article 1331-6 du code de la santé publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques et toutes eaux, mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Si l'enlèvement de ces fosses n'était pas possible ou difficilement réalisable, l'installation devra avant sa condamnation être rincée à l'eau, désinfectée au lait de chaux et murée hermétiquement aux deux extrémités ; les puisards comblés avec du gravier sablonneux.

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

Article 24 : Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit. De même, sont interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

Article 25 : Colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Article 26 : Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées. Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, leur vérification doit rester possible.

Article 27 : Réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

Les agents du service d'assainissement doivent pouvoir accéder aux installations intérieures, y compris les séparateurs à graisses, à hydrocarbures et les fosses à boues pour en vérifier le bon état d'entretien.

Lors d'une mise en demeure de la collectivité, et, dans le délai fixé par elle, le propriétaire devra remédier aux défauts constatés en faisant exécuter à ses frais les réparations ou nettoyements ordonnés.

Article 28 : Mise en conformité des installations intérieures

La collectivité a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés par le service d'assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais préalablement au raccordement.

Chapitre VI - Contrôle des réseaux privés

Article 29 : Dispositions générales pour les réseaux privés

Les articles 1 à 28 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

En outre, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 18 et 19 préciseront certaines dispositions particulières.

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

Article 30 : Conditions d'intégration au domaine public

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, et dans la mesure où la conformité de ces installations aura pu être constatée par les services compétents (ITV, colorant...), une demande d'intégration au domaine public pourra être soumise à la collectivité.

Dans le cas où la collectivité y aura répondu favorablement, les aménageurs, au moyen de conventions conclues avec la collectivité, transféreront à celle-ci la maîtrise d'ouvrage et rétrocéderont les ouvrages.

Article 31 : Contrôles des réseaux privés

La collectivité se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Par ailleurs, dans le cas d'une rétrocession, un passage caméra ainsi que des tests aux colorants seront demandés et à la charge du demandeur.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le service d'assainissement, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires.

Chapitre VII - Mesures Particulières

Article 32 : Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées par un agent de police assermenté (maire, adjoint, agent assermenté, ...). Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Article 33 : Voies de recours des usagers

En cas de faute de la collectivité, l'usager qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires compétents pour les différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisine des tribunaux l'usager peut adresser un recours gracieux au responsable de l'organisation du service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Conformément à l'article R. 616-1 du code de la consommation, suite au délai ou si la réponse ne donne pas satisfaction au consommateur, la médiation de l'eau peut être saisie www.mediation-eau.fr Médiation de l'eau BP 40 463 75366 Paris Cedex 08.

Les litiges liés aux seules missions du service d'assainissement collectif ayant fait l'objet de décisions prises par délibération, sont exclus du champ de compétences de la Médiation de l'Eau qui ne traite que des litiges de consommation.

Article 34 : Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre la collectivité et des établissements industriels, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement de la station d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel

Accuse de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. La collectivité pourra mettre en demeure l'usager par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

Si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la collectivité procède à l'isolement du branchement.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ par un agent du service d'assainissement.

Article 35 : Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS)

Conformément à l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la collectivité doit présenter chaque année à son assemblée délibérante un rapport sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif pour l'exercice N, avant le 30 septembre de l'année N+1.

Le décret n°2007-675 du 2 mai 2007, précise la liste des indicateurs qui doivent figurer dans ce rapport.

Il est disponible dans les locaux de la collectivité organisatrice, pour information, à partir du 02 octobre de l'année N+1 et sous le site www.services.eaufrance.fr.

Article 36 : Exonération partielle suite à une fuite après compteur

Selon l'article L2224-12-4 du CGCT, dès que le service d'eau potable constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'occupant d'un local d'habitation susceptible d'être causée par la fuite d'une canalisation, il en informe sans délai l'abonné. Une augmentation du volume d'eau consommé est anormale si le volume d'eau consommé depuis le dernier relevé excède le double du volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Dans un délai d'un mois à compter de l'information, l'usager transmettra aux services d'eau potable et d'assainissement une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Aucune exonération suite à des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ne pourra être accordée par la collectivité. (Décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012)

Les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement (article 2 du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 codifiée au R2224-19-2 du CGCT). Ces volumes d'eau sont évalués en fonction de la différence entre le volume d'eau dont l'augmentation anormale a justifié l'écèlement de la facture d'eau potable et le volume d'eau moyen consommé déterminé par le service d'eau potable.

Chapitre VIII - Dispositions d'application

Article 37 : Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à compter de sa date de transmission au service du contrôle de légalité et est disponible dans les locaux de la collectivité organisatrice. Tout règlement antérieur est abrogé de ce fait.

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

Le présent règlement est transmis à chaque abonné dès sa validation, ainsi qu'aux nouveaux abonnés et demandeurs de raccordement dès leur première démarche.

Conformément au L2224-12 du CGCT le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement de service ou de sa mise à jour vaut accusé de réception par l'abonné.

Article 38 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Article 39 : Clauses d'exécution

Le représentant de la collectivité, les agents habilités à cet effet, et le trésorier payeur en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

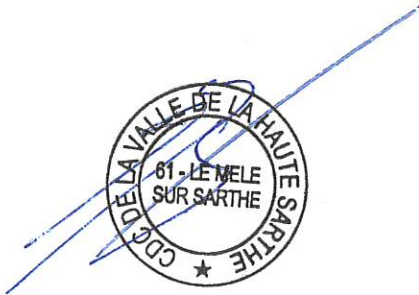
Délibéré et voté par le conseil communautaire

de CC Vallée de la Haute
Sarthe dans sa séance du 21.05.2024

Le Président
Christophe de BALORRE

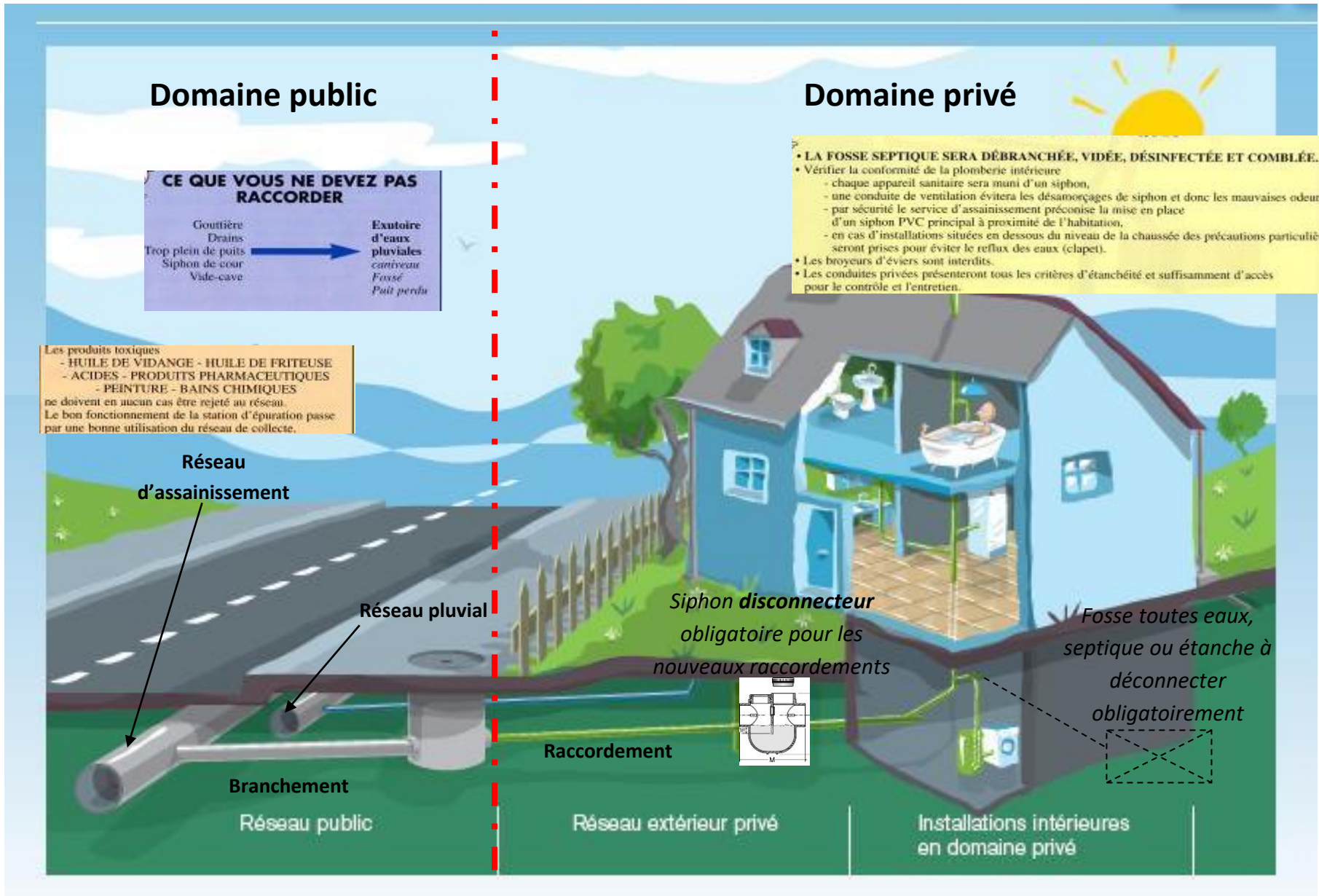
Vu et approuvé

À Le Mêle-sur-Sarthe le 11.06.2024



Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

ANNEXE 1 – Schéma d'un raccordement privé au branchement public



Source CG56

ANNEXE 2 - Demande d'établissement d'une boîte de branchement pour le raccordement au réseau d'assainissement collectif



Communauté de Communes de la Vallée de la Haute Sarthe

Service public d'assainissement des eaux usées - REGIE

Je soussigné (Nom et prénoms)
demeurant à
agissant en qualité de
demande l'établissement d'une boîte de branchement pour le raccordement de l'immeuble
situé à
au réseau d'eaux usées desservant la rue
à

Réalisation des travaux de raccordement du réseau privé à la boîte de branchement :

- entreprise ou usager :
- adresse :
- date de réalisation

Caractéristiques du réseau privé :

- nature (PVC, Fonte, autre,..)
- diamètre intérieur en millimètres
- pente du réseau en mètre par mètre
- présence d'un siphon disconnecteur demandé à l'article 13 du règlement du service

Je m'engage à me conformer en tous points au présent règlement du service d'assainissement dont je reconnais avoir reçu un exemplaire.

Fait à le

Signature

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024

ANNEXE 3 – Prescription techniques à l'établissement d'un branchement assimilé domestique.

L'installation d'un séparateur à graisses est obligatoire sur les conduites d'évacuation anormalement chargées de matières flottantes telles que les eaux grasses de restaurants, traiteurs, boucheries, charcuteries, maisons de retraite, cantines scolaires,

L'installation d'un séparateur à féculés est obligatoire sur les conduites d'évacuation pour les boulangeries et pâtisseries.

Afin de ne pas rejeter des hydrocarbures ou des matières volatiles pouvant former un mélange détonant au contact de l'air : les garages, aires de lavage et aires de distribution de carburant doivent être équipés de débourbeurs séparateurs.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre la collectivité et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

Le dimensionnement de ces appareils doit être calculé conformément à la réglementation en vigueur, complétée le cas échéant par les instructions techniques. La vérification de leur existence, de leur dimensionnement et de leur bon entretien fait partie des contrôles de conformité visés à l'article 21.

Accusé de réception en préfecture
061-200035103-20240521-2024-0521-5-1a-DE
Date de télétransmission : 11/06/2024
Date de réception préfecture : 11/06/2024